

**ÉDITORIAL**  
FRÉDÉRIC ROHART

Législatives anticipées au Royaume-Uni

**L'autre  
Dame de fer**

**E**lle a surpris tout le monde, pourtant sa décision apparaîtrait presque comme une évidence. En convoquant des élections législatives anticipées, Theresa May propose aux Britanniques d'être la Dame de fer qui leur manque pour aborder les négociations du Brexit. Une clarification est effectivement utile. Avant de prendre les rênes du pays pour palier à la faiblesse de Boris Johnson, principal avocat du «leave», Theresa May était opposée au Brexit. Et alors que son gouvernement doit faire des arbitrages capitaux pour le pays, il ne dirige le pays qu'avec une courte majorité de 17 sièges à la Chambre des Communes. Or, à croire les instituts de sondage, Theresa May a toutes les cartes en main pour s'offrir un plébiscite. Elle est au sommet de sa popularité, elle peut

**Si ce scrutin a pour effet de modeler un leadership fort à Londres, ce n'est pas l'Union européenne qui s'en plaindra.**

donc espérer gouverner jusqu'en 2022 avec une majorité écrasante (on crédite son parti d'une cinquantaine de sièges supplémentaires). Si ce scrutin a pour effet de modeler un leadership fort à Londres, ce n'est pas l'Union européenne qui s'en plaindra. Les termes de la négociation du Brexit n'en seront que plus clairs, et les chances

qu'elle aboutisse dans les temps, plus grandes.

On ne peut cependant écarter totalement l'hypothèse que ce coup de poker passe à côté de son objectif, que la campagne électorale fasse passer le pays du consensus mou où il est à la discorde. Ce qui aurait des conséquences potentiellement désastreuses: le Royaume-Uni n'a pas les moyens de se payer une crise politique alors que le compte à rebours du Brexit a commencé. En mars 2019 les amarres seront larguées, que le chantier de la négociation soit terminé ou non... Et même à supposer que Theresa May remporte son pari d'élargir l'assise de son gouvernement, le prix de cette victoire pourrait être un coup d'accélérateur à la centrifugeuse des Nations. Alors que Londres fait mine d'ignorer les velléités d'indépendance écossaises, la First minister d'Edimbourg, Nicola Sturgeon, ne manquera pas de transformer le scrutin du 8 juin en une consultation sur ses ambitions indépendantistes. Une Dame de fer peut en cacher une autre...